



HAL
open science

Le contexte international de la réforme de la PAC

Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

Vincent Chatellier. Le contexte international de la réforme de la PAC. Université Toulouse (Capitole 1) - Colloque sur la réforme de la PAC, l'IEJUC, l'IRDEIC, Univ'agro, l'association des étudiants du Master 2 Juriste européen., Jan 2020, Toulouse, France. 35 p. hal-02500409

HAL Id: hal-02500409

<https://hal.science/hal-02500409>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le contexte international de la réforme de la PAC

Vincent CHATELLIER

INRA, SMART-LERECO (Nantes)



Manufacture des Tabacs

Toulouse

24 Janvier 2020



Plan

- 1- La protection aux frontières de l'UE**
- 2- Le soutien interne et les aides à l'exportation**
- 3- La place de l'UE dans le commerce agroalimentaire mondial**
- 4- Les relations bilatérales de l'UE : entre doutes et espoirs**

1- La protection aux frontières de l'UE



La PAC et la protection aux frontières

- ❑ **L'accord agricole du cycle de l'Uruguay (AACU, 1995) a sonné la fin des prélèvements variables (1995).** Ceux-ci permettaient d'ajuster les taxes à l'importation aux fluctuations des cours mondiaux.
- ❑ **Le principe de la tarification.** Mise en œuvre d'un régime où la protection est assurée par des droits de douane consolidés (avec obligation de réduction).
- ❑ **Les droits consolidés sont déposés à l'OMC.** Un pays ne peut pas les augmenter sans l'accord de l'ensemble des pays membres de l'OMC.
- ❑ L'AACU a imposé le maintien des flux importés existants et **une ouverture minimale des marchés intérieurs.** Cela s'est traduit par l'instauration de **quotas tarifaires**, des contingents à l'intérieur desquels les importations sont réalisées à droits de douane plus faibles, souvent nuls.
- ❑ Chaque pays membre de l'OMC doit accorder aux autres pays membres de l'organisation les mêmes conditions d'accès à son marché. Cette **obligation dite est de la Nation la plus favorisée (NPF).**

La PAC et la protection aux frontières

- ❑ **Des importations peuvent cependant être effectuées à des conditions plus avantageuses** (à droits de douane inférieurs aux droits NPF). Ceci peut être réalisé dans le cadre **d'accords commerciaux bilatéraux**.

- ❑ **Les droits consolidés sur les importations de produits agro-alimentaires sont en moyenne de 17%**, un taux nettement supérieur au taux moyen appliqué sur les produits industriels.

- ❑ Cette moyenne masque des écarts de protection importants selon les produits. 775 lignes tarifaires sur 1 764 bénéficient de droits nuls ou minimes. **8% pâtissent de droits supérieurs à 50%**
 - ❖ Les droits nuls ou minimes : café, le cacao, les fruits tropicaux, le soja, etc.
 - ❖ Les pics tarifaires ciblent les produits laitiers, la viande bovine, le sucre.

- ❑ Pratiquement tous les **pays en développement** peuvent exporter vers l'UE sous un **régime de droits réduits** (Système généralisé des préférences).

La PAC et la protection aux frontières

- ❑ **La quasi-totalité des pays d'Afrique, des Caraïbes et des Iles du Sud du Pacifique ont accès au marché communautaire à des droits nuls ou très faibles dans le cadre d'accords dits de partenariats économiques.**

- ❑ **Au sein des pays en développement, les Pays les moins avancés (47 PMA) bénéficient d'un accès libre et illimité au marché européen, sans droits de douane ou quotas, dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes ».**

- ❑ **L'UE est le premier marché d'exportation des PMA.**

- ❑ **40% des importations agro-alimentaires de l'UE sont aujourd'hui réalisées dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux. Dans ces accords, les dispositions non tarifaires prennent une importance croissante.**

- ❑ **De plus en plus de pays ont signé des accords de libre-échange avec l'UE (Japon, Canada...). Ces accords sont complexes/précis et déclinés selon les filières agricoles (avec parfois des exemptions).**

2- Le soutien interne et les aides à l'exportation



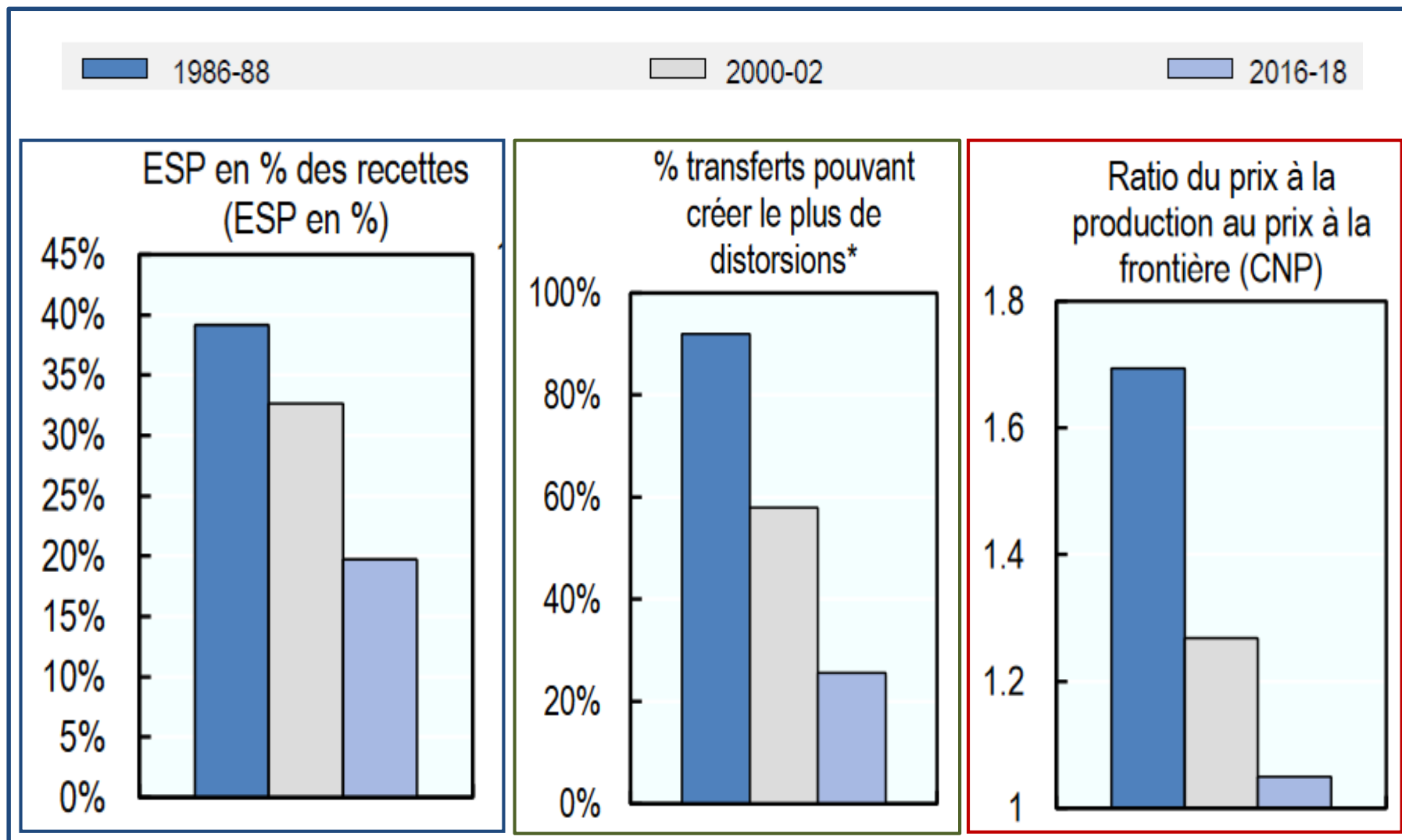
Le soutien interne : un sujet central à l'OMC

- ❑ Les **négociations du Cycle d'Uruguay (1986-1994)** sur l'agriculture ont radicalement modifié la façon dont le soutien interne en faveur des producteurs agricoles était traité dans le cadre du GATT de 1947.
- ❑ L'un des grands objectifs était de **réduire le soutien interne et de l'assujettir à des disciplines** tout en laissant aux gouvernements certaines marges de manœuvre pour élaborer des politiques agricoles.
- ❑ **La définition de trois boîtes dans l'accord sur le soutien interne :**
 - ❖ **Boîte orange.** Le soutien qui a des effets de distorsion des échanges (dont le soutien des prix de marché, les restitutions aux exportations).
 - ❖ **Boîte bleue.** Les versements directs au titre de programmes de limitation de la production sont exemptés des engagements s'ils sont fondés sur des superficies et des rendements ou pour un nombre de têtes de bétail fixe.
 - ❖ **Boîte Verte.** Le soutien dont les effets de distorsion des échanges sont nuls, ou minimes.

Le soutien à l'agriculture européenne selon l'OCDE

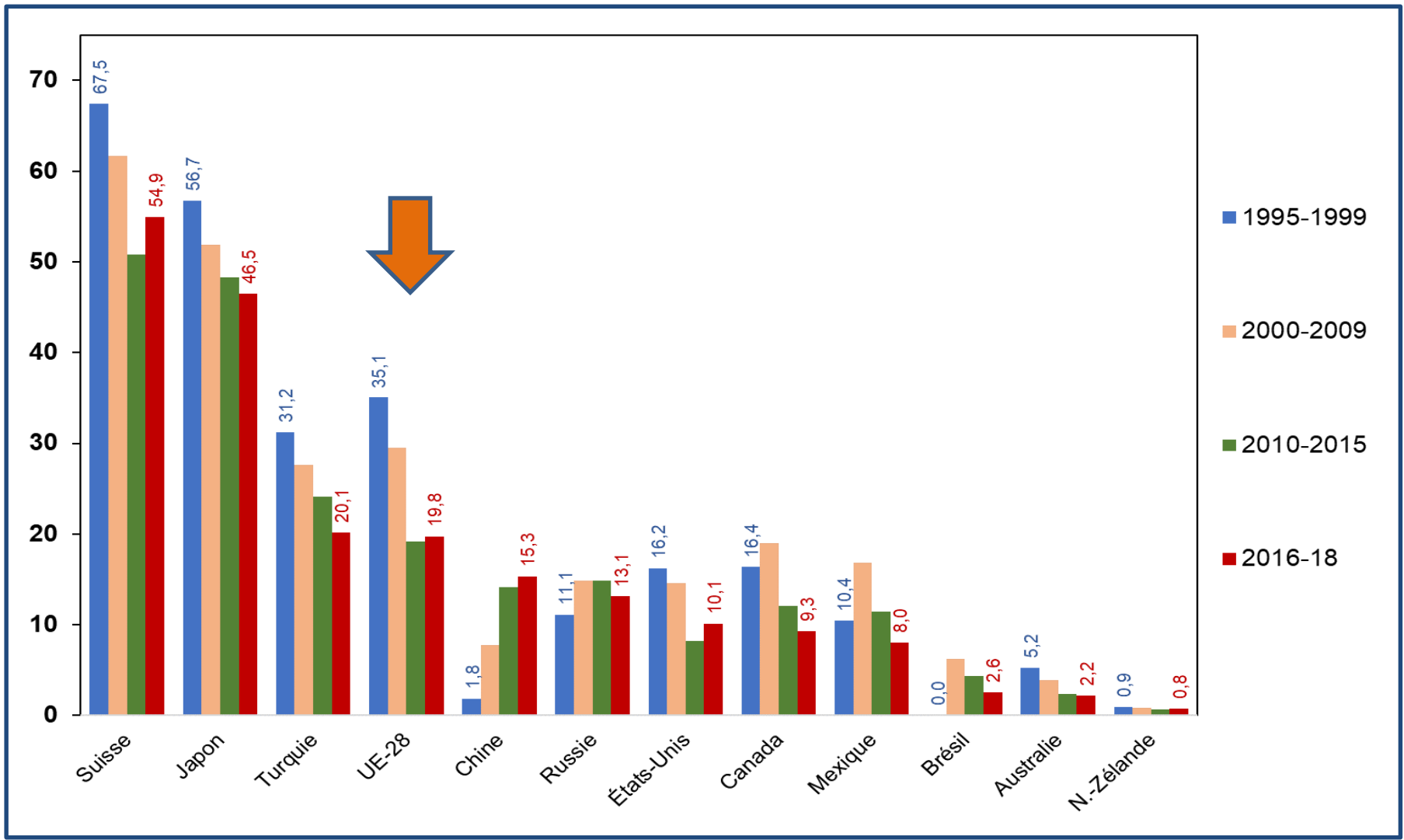
- ❑ **Un indicateur clé : l'Estimation du Soutien aux producteurs (ESP).** Celui-ci comprend les transferts bruts des contribuables et des consommateurs vers les producteurs agricoles et les services d'intérêt général fournis à l'agriculture (infrastructures collectives et investissements dans la connaissance).
- ❑ **Le soutien aux producteurs (ESP en % des recettes agricoles) dans l'UE a diminué au fil des ans pour se stabiliser autour de 19 % depuis 2010.**
- ❑ Les réformes de la PAC menées depuis 1992 **ont réduit le niveau du soutien et modifié sa composition** dans l'optique de privilégier les mesures ayant moins d'effets de distorsion sur la production et les échanges.
- ❑ Les agriculteurs ont davantage de marge de manœuvre pour réagir aux signaux du marché et **choisir leurs productions indépendamment de l'intervention publique...**

Les soutiens à l'agriculture européenne selon les indicateurs de l'OCDE pour la période 1986/2018



OCDE

Estimation du soutien au producteur en % des recettes agricoles dans plusieurs pays entre 1995 et 2018 (ESP en %)



OCDE

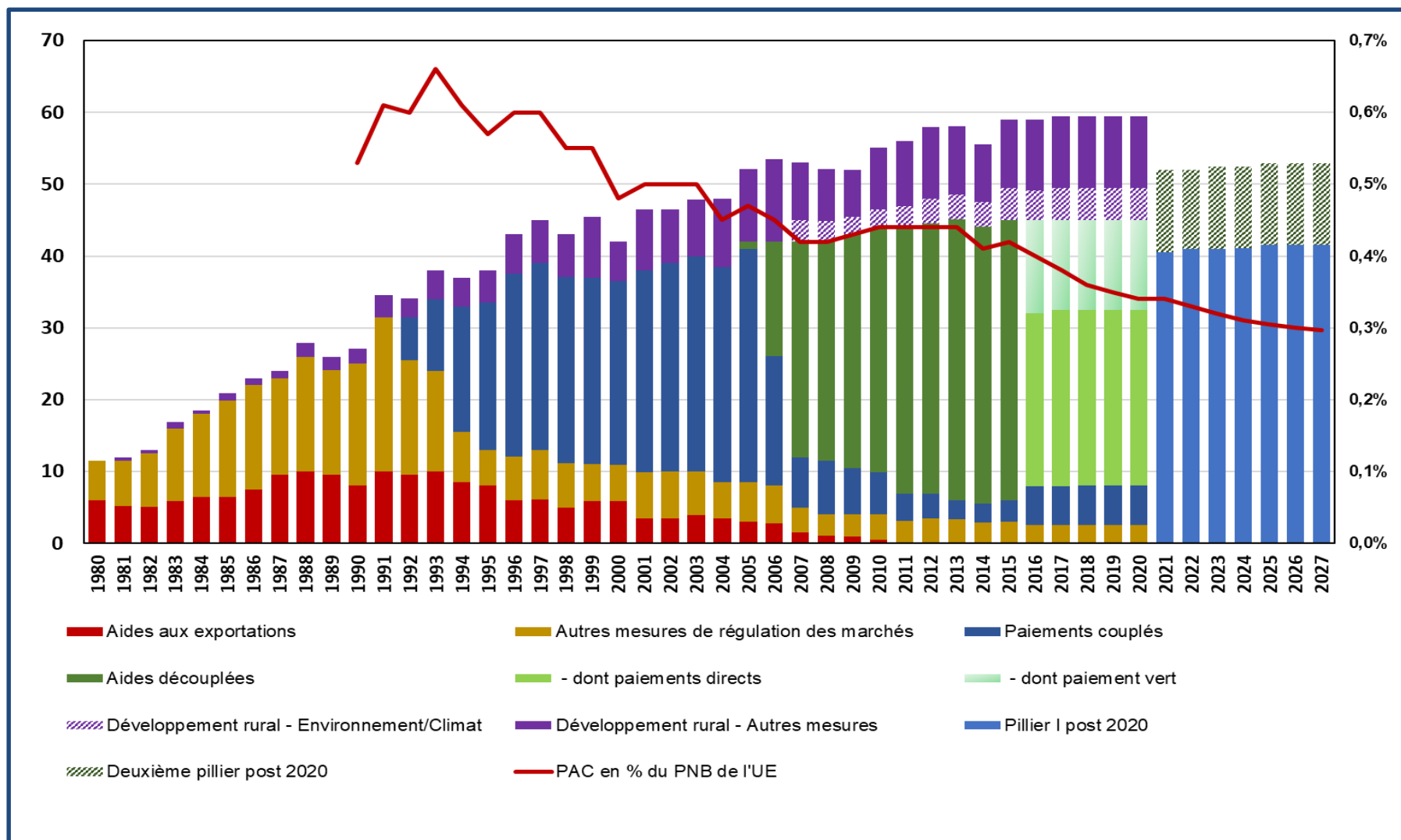


Toulouse, 24 janvier 2020
 V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)



Les soutiens budgétaires de la PAC

(Milliards d'euros courants et % du PNB)



DGAGRI

Toulouse, 24 janvier 2020

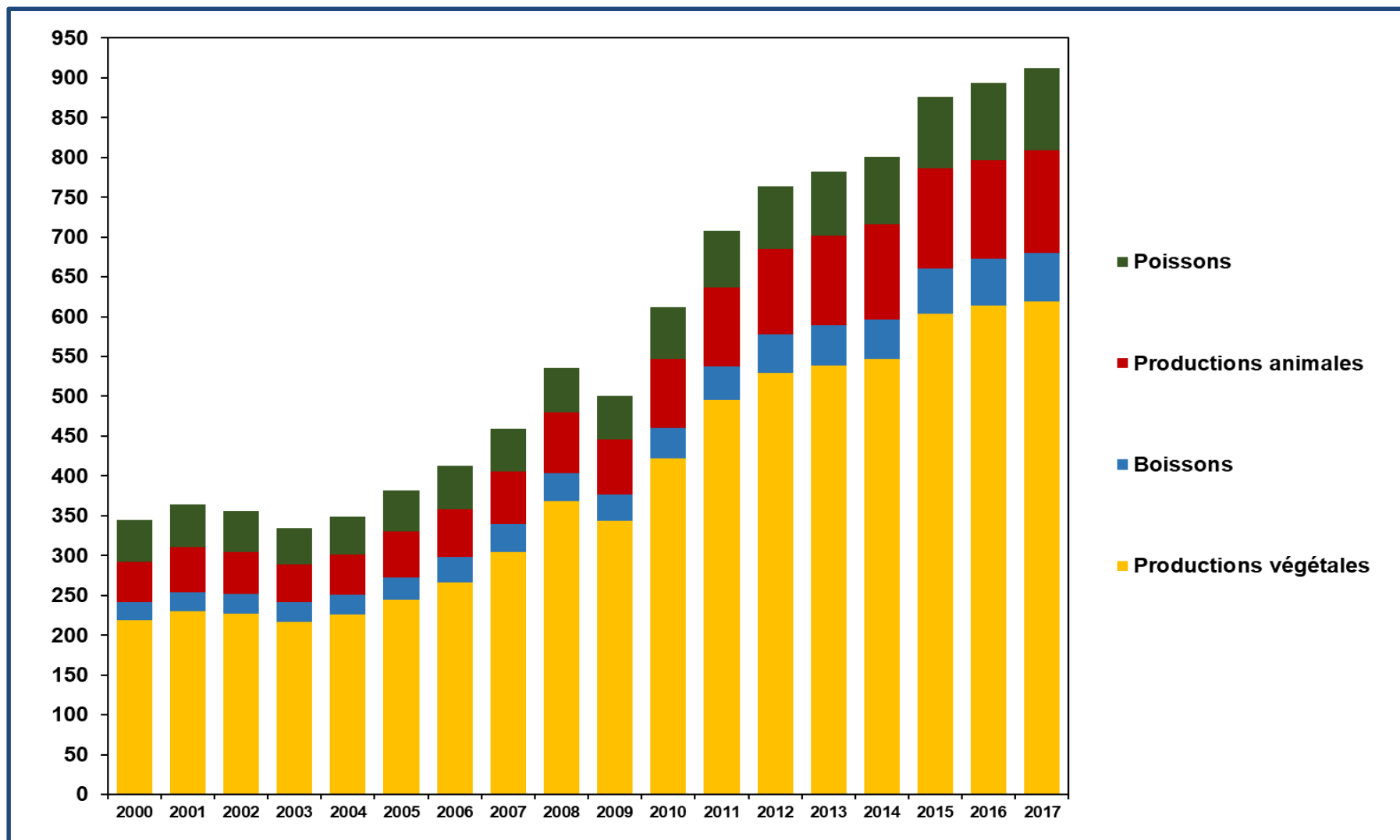
V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)

3- La place de l'UE dans le commerce agroalimentaire mondial



Le commerce mondial de produits agroalimentaires

(Milliards d'euros courants, entre 2000 et 2017)



Hors commerce intra-UE

INRA, SMART-LERECO d'après BACI

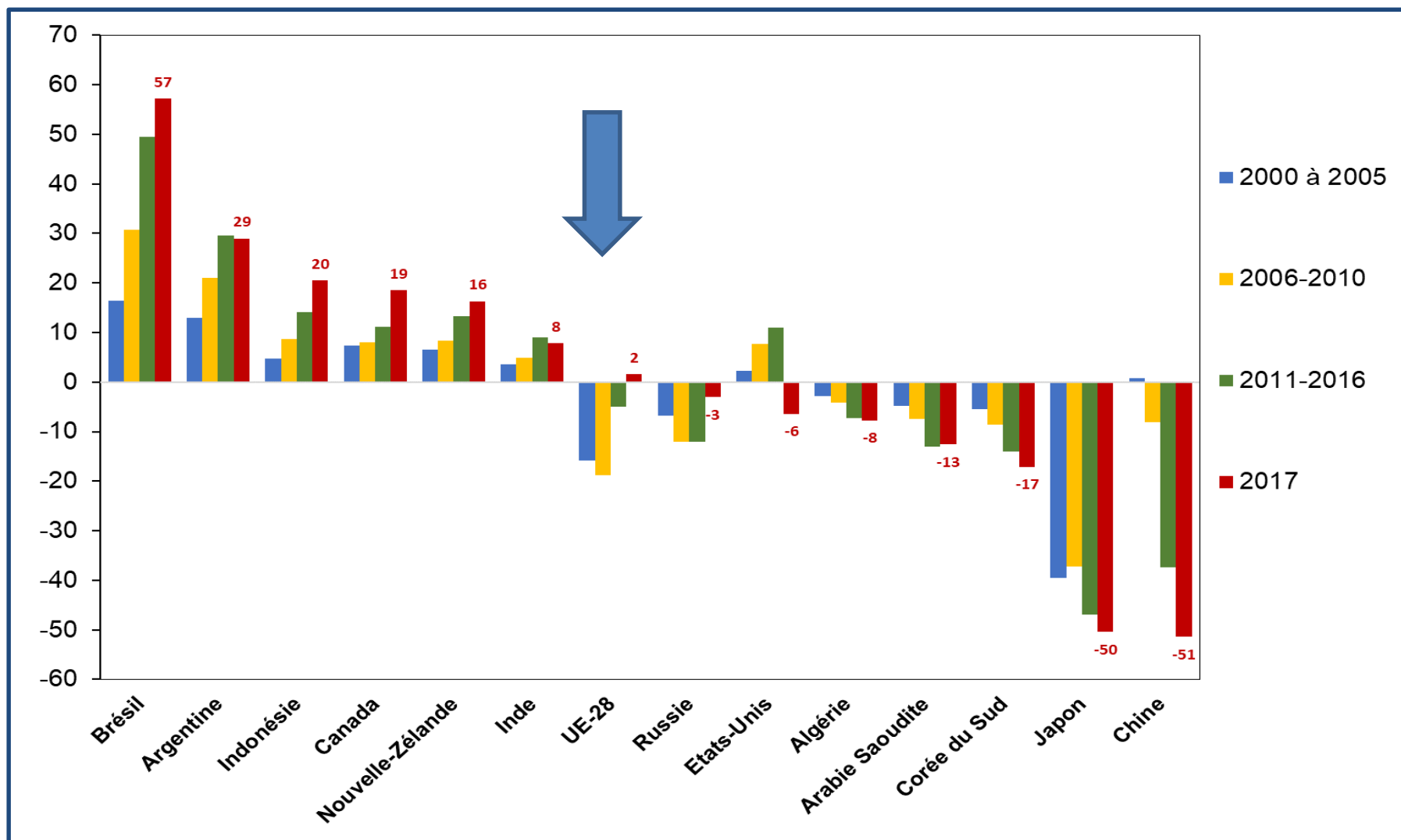


Toulouse, 24 janvier 2020

V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)

L'évolution du solde agroalimentaire dans plusieurs pays

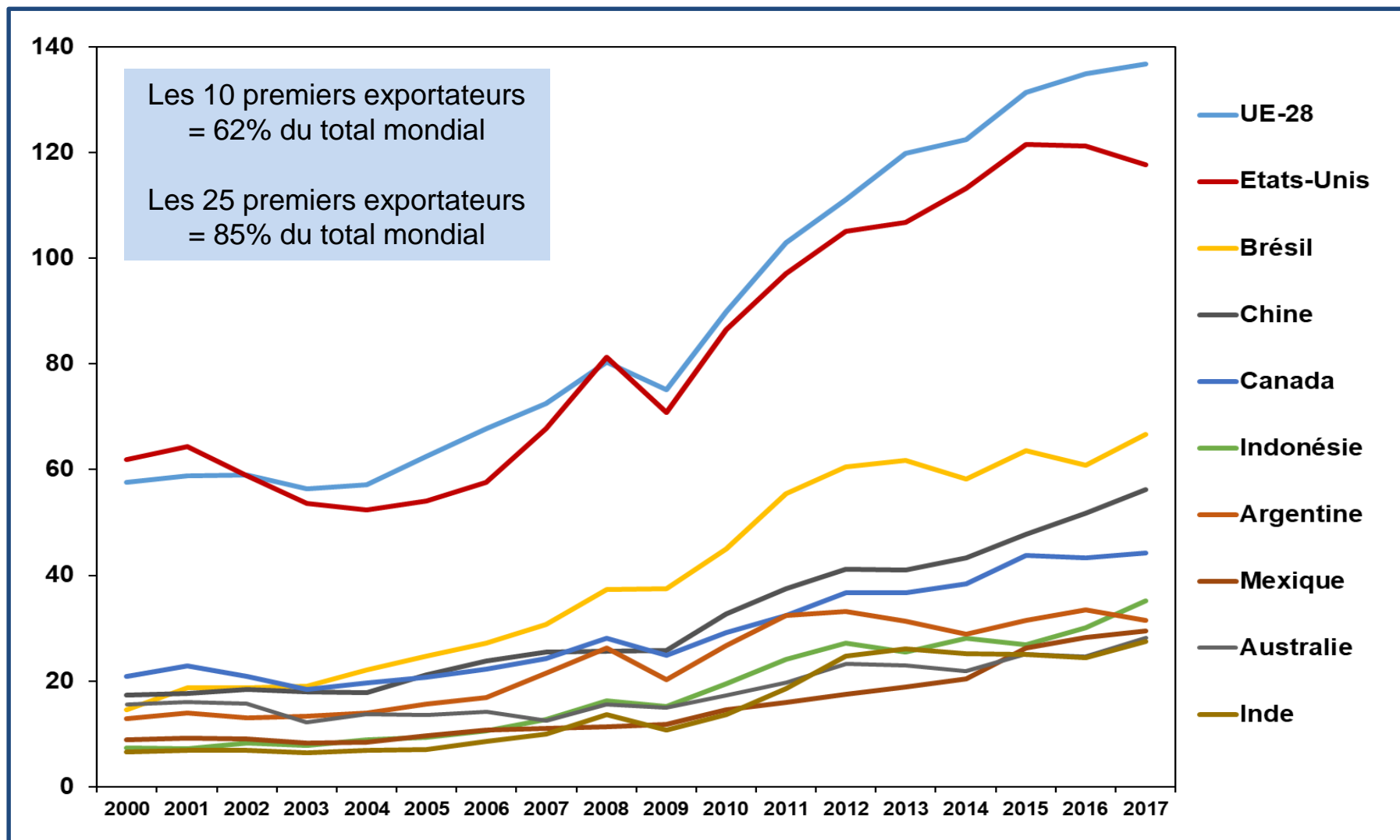
(Milliards d'euros courants, 2000 à 2017)



INRA, SMART-LERECO d'après BACI et COMEXT (pour l'UE-28)

Le 10 principaux pays exportateurs en agroalimentaire

(Milliards d'euros courants, entre 2000 et 2017)



Hors commerce intra-UE

INRA, SMART-LERECO d'après BACI

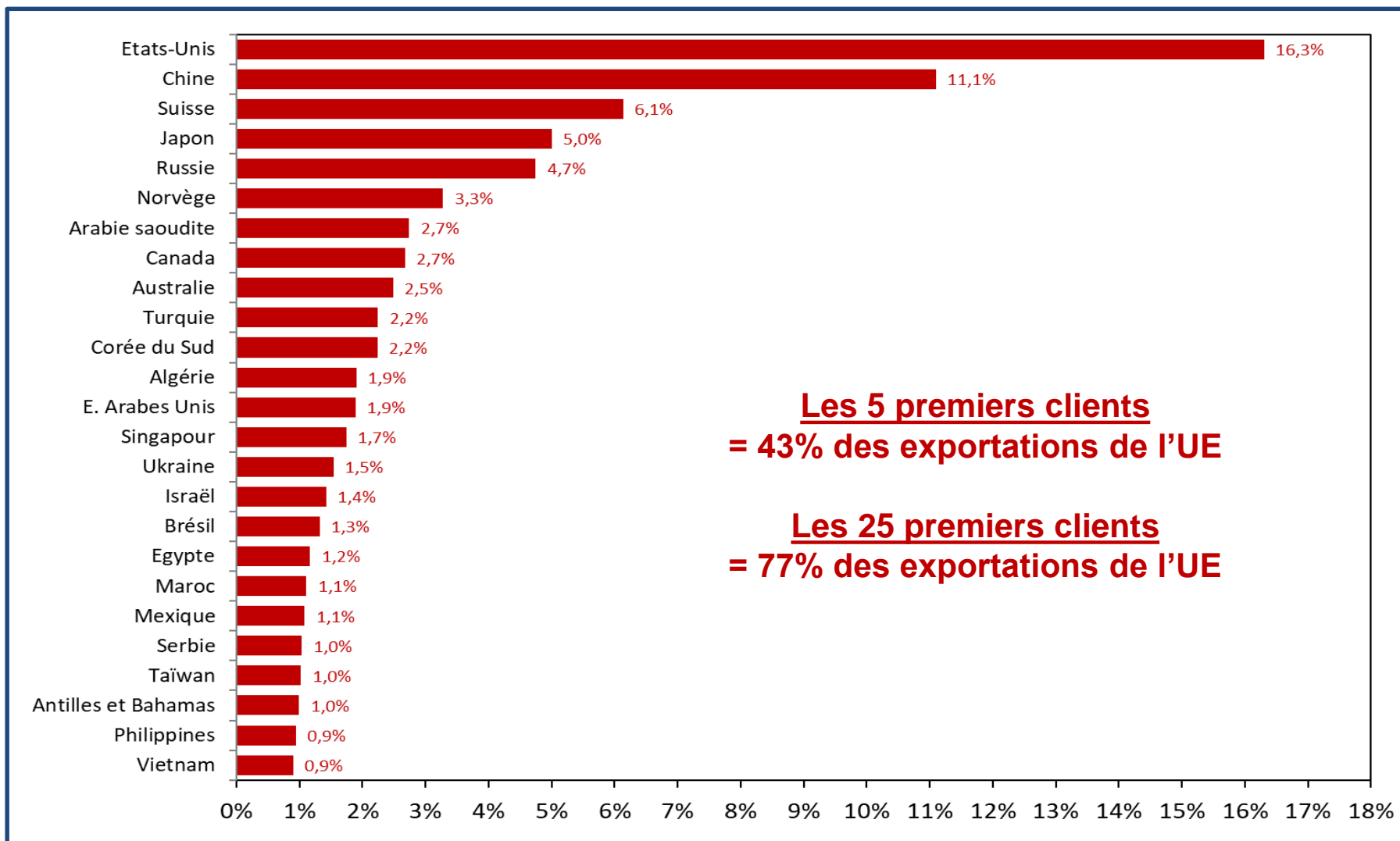
Toulouse, 24 janvier 2020

V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)



Le 25 principaux clients de l'UE en agroalimentaire

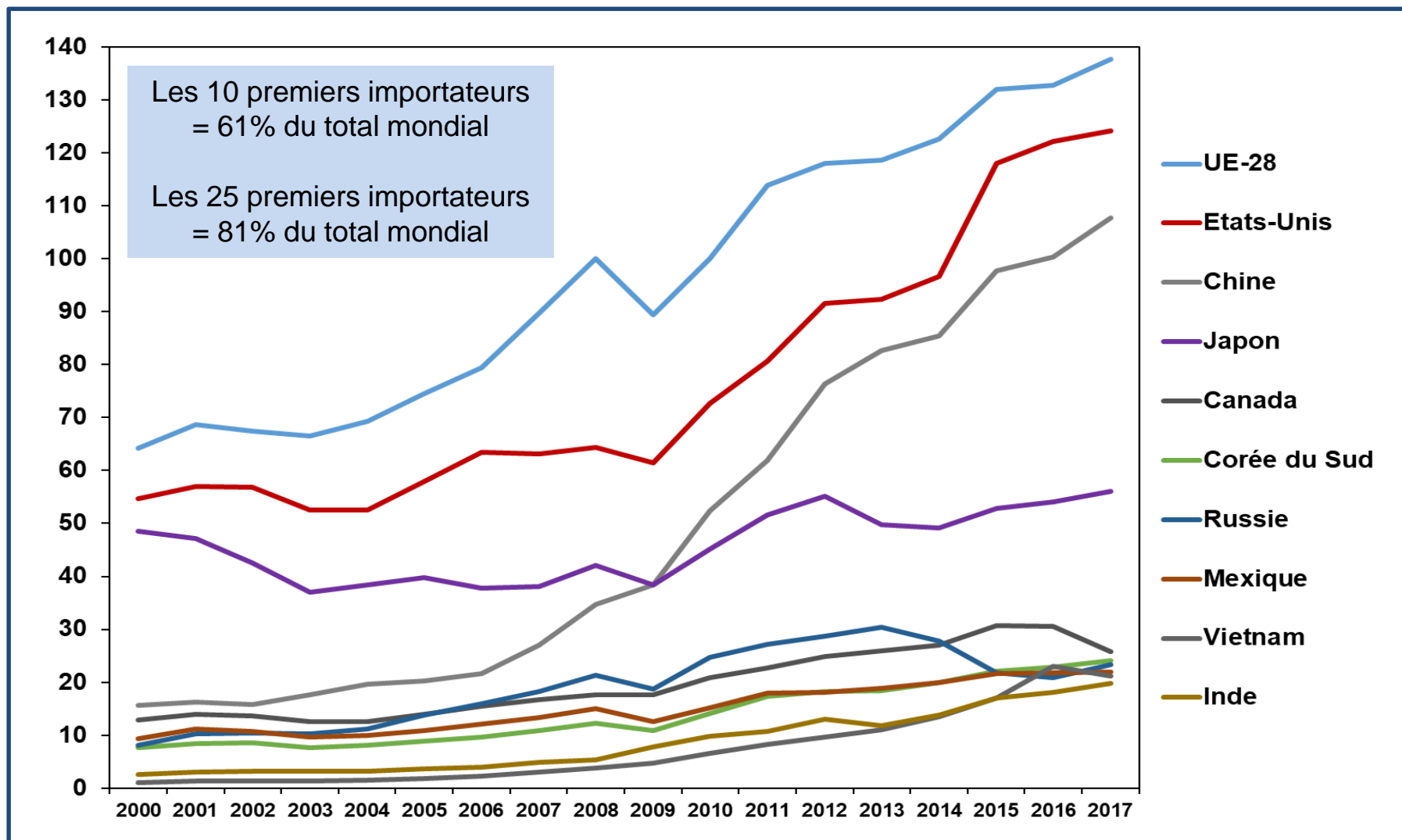
(% des exportations de l'UE en 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le 10 principaux pays importateurs en agroalimentaire

(Milliards d'euros courants, entre 2000 et 2017)



Hors commerce intra-UE

INRA, SMART-LERECO d'après BACI

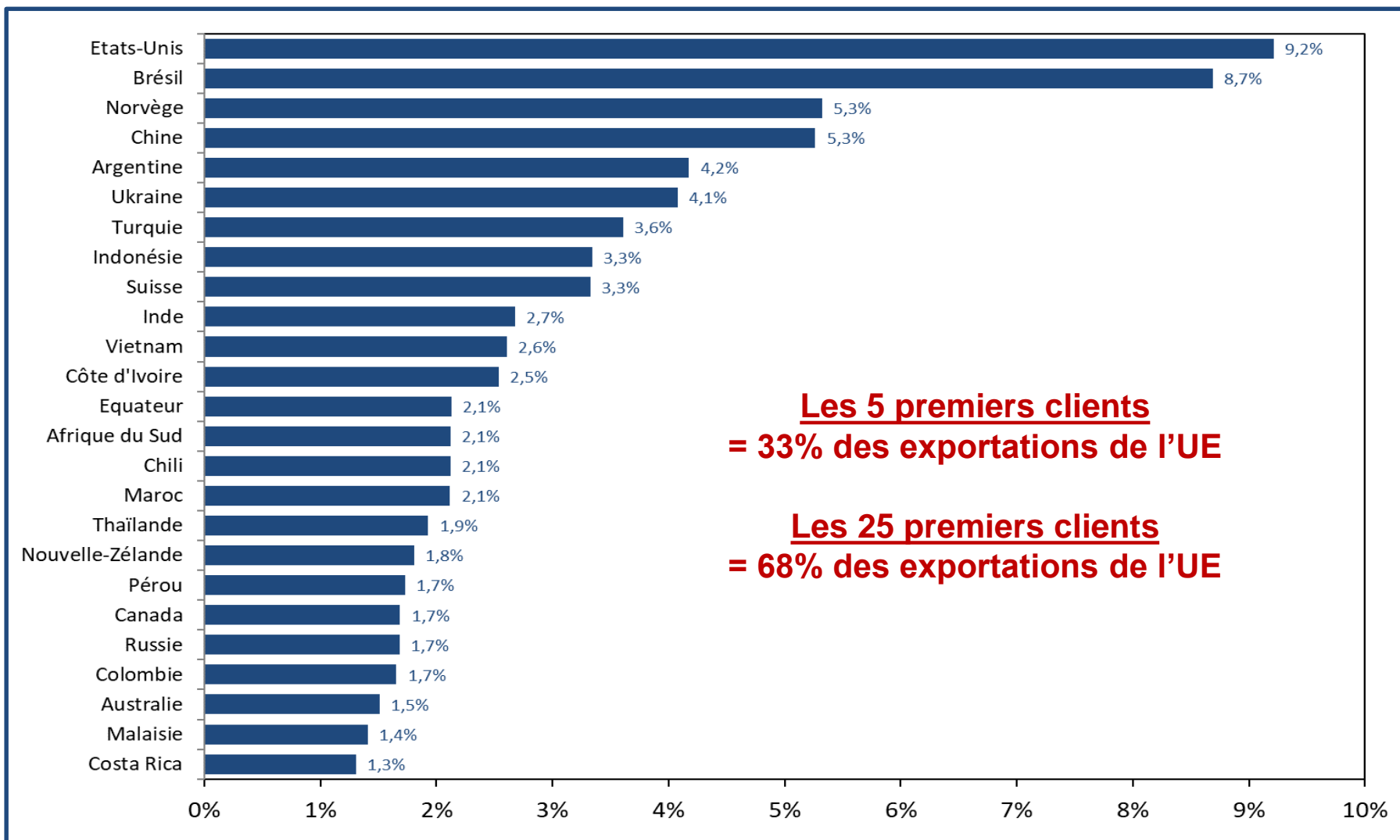
Toulouse, 24 janvier 2020

V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)



Le 25 principaux fournisseurs de l'UE en agroalimentaire

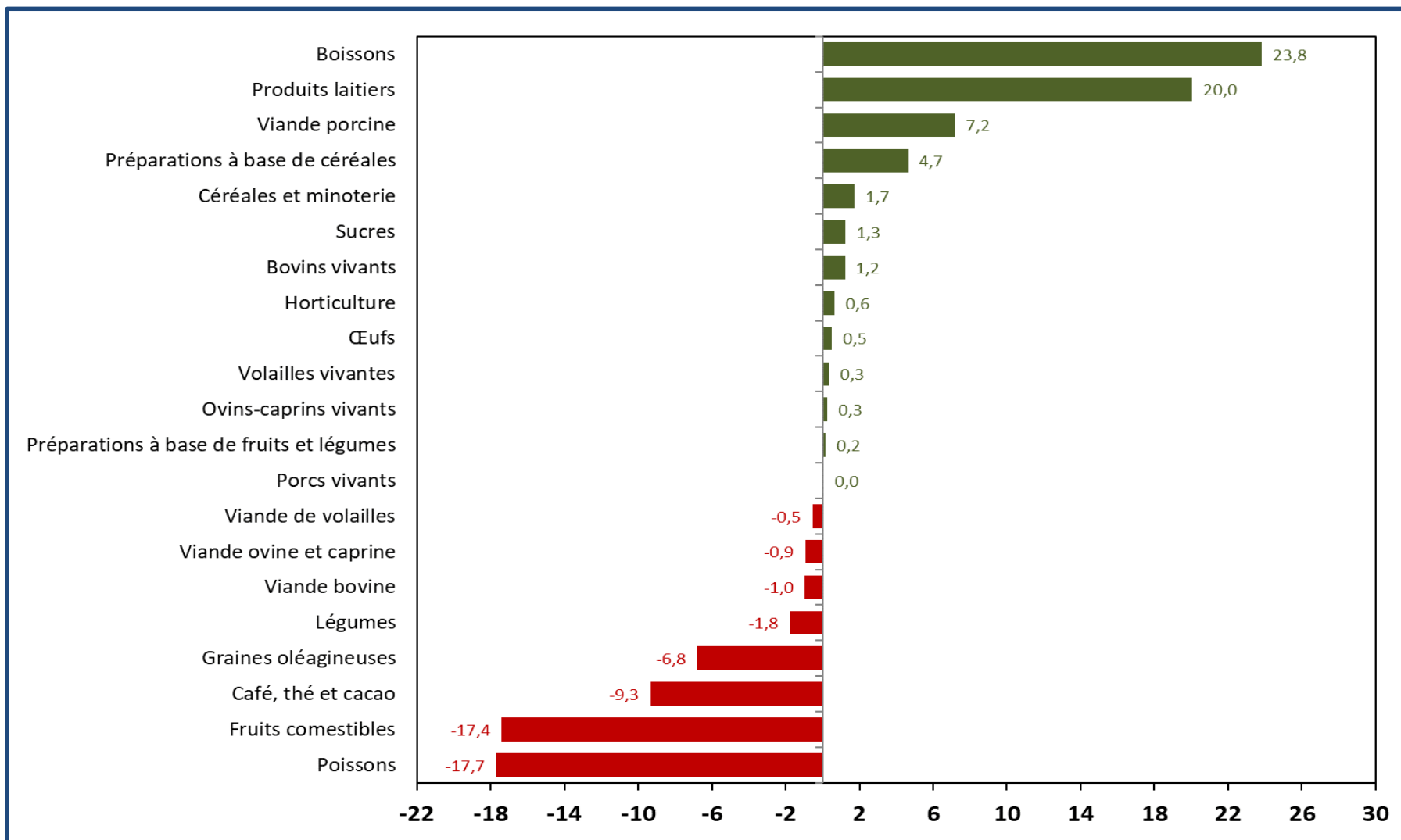
(% des importations de l'UE en 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE selon les produits

(Milliards d'euros en 2018)



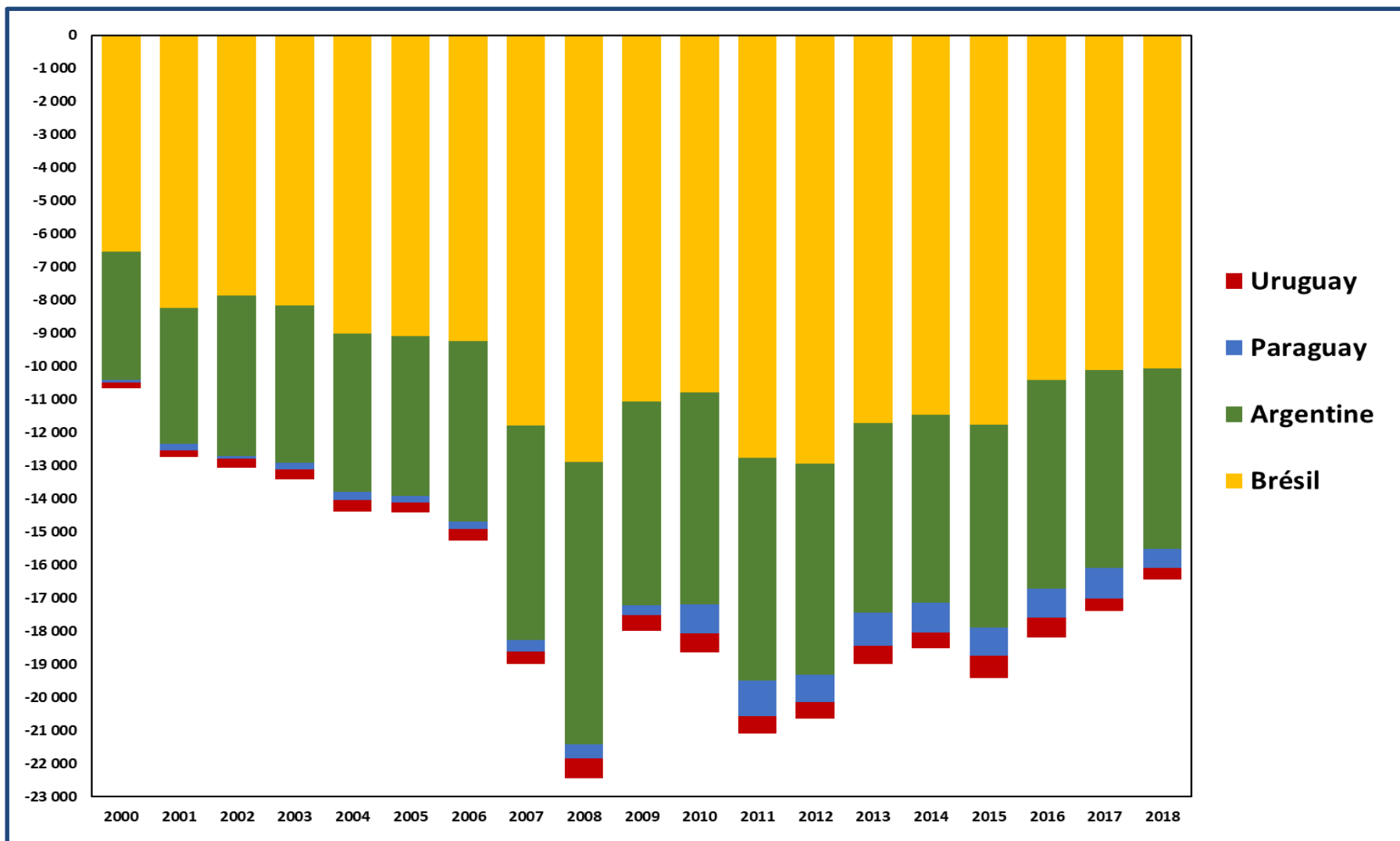
INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

4- Les relations bilatérales de l'UE : entre doutes et espoirs



Le solde agroalimentaire de l'UE avec les pays du Mercosur

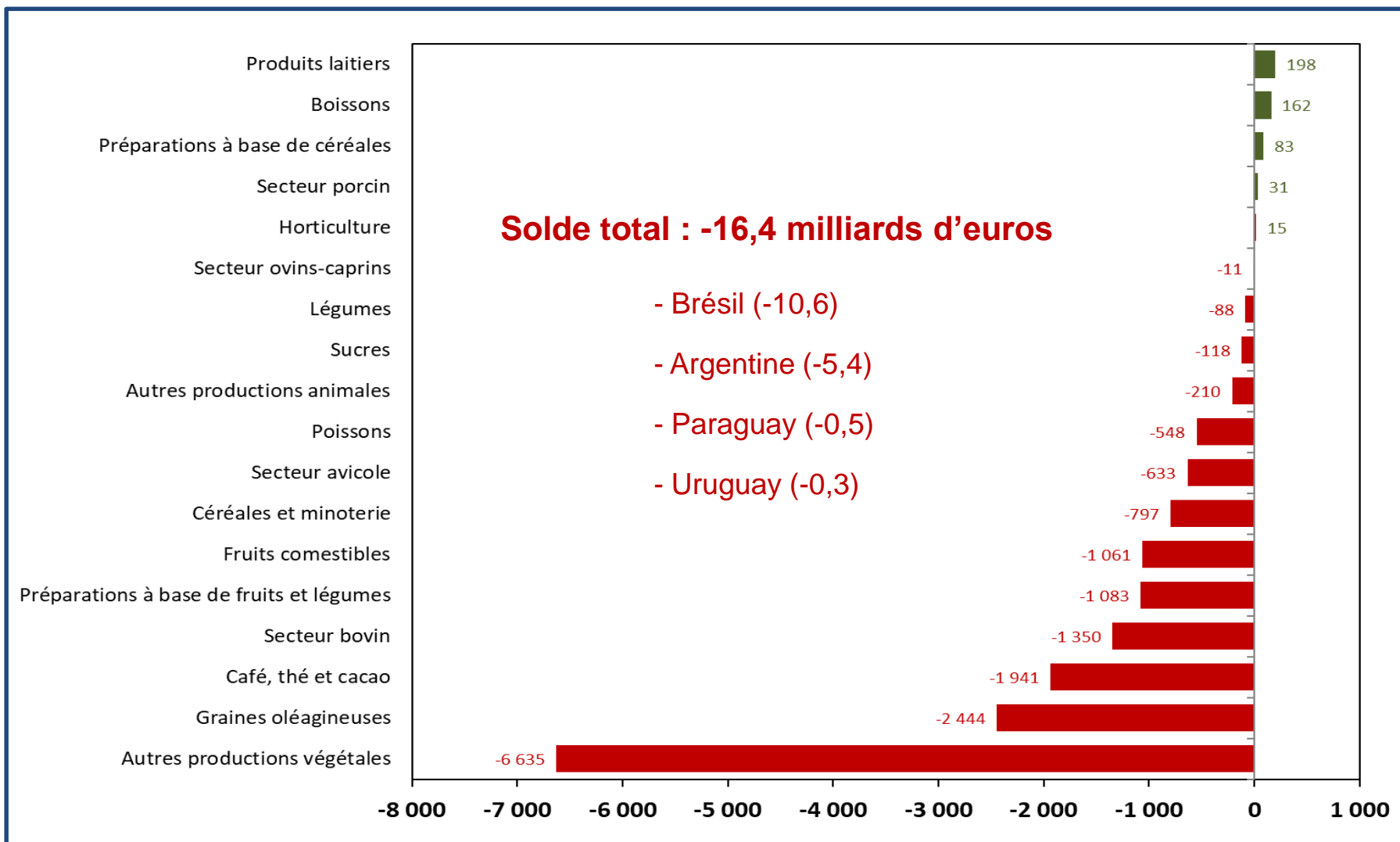
(Millions d'euros courants entre 2000 et 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE avec les pays du Mercosur

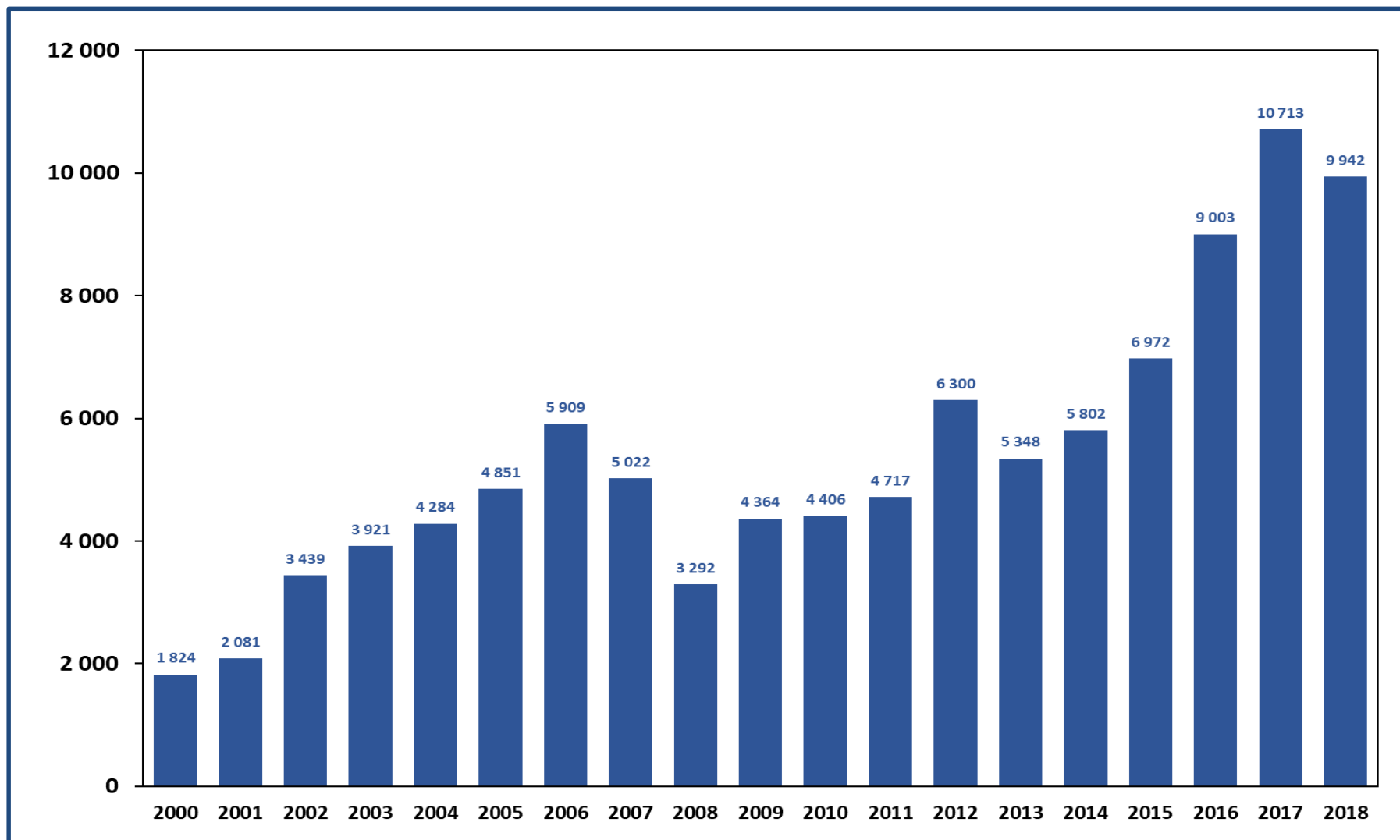
(Millions d'euros en 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE avec les Etats-Unis

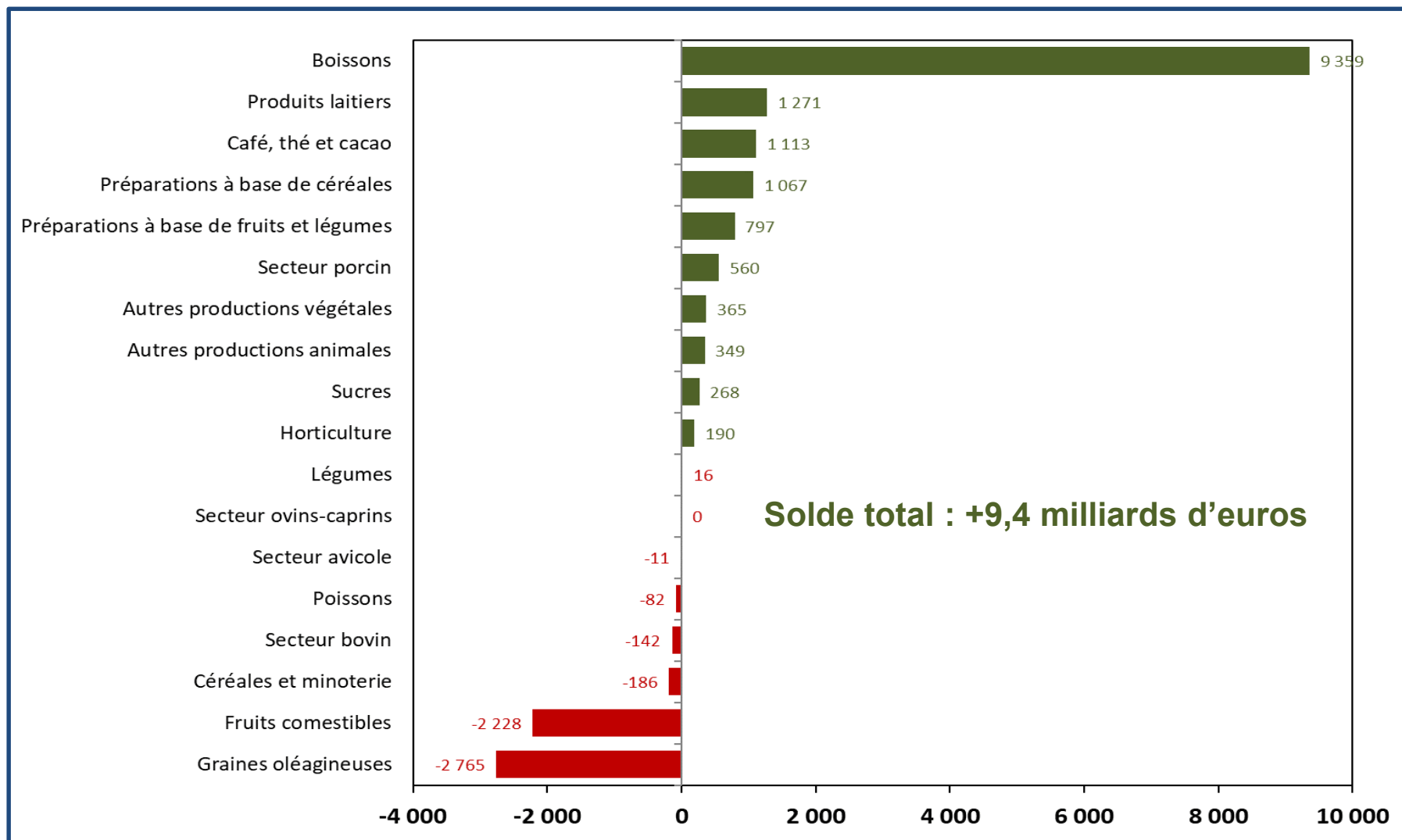
(Millions d'euros courants entre 2000 et 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE avec les Etats-Unis

(Millions d'euros en 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

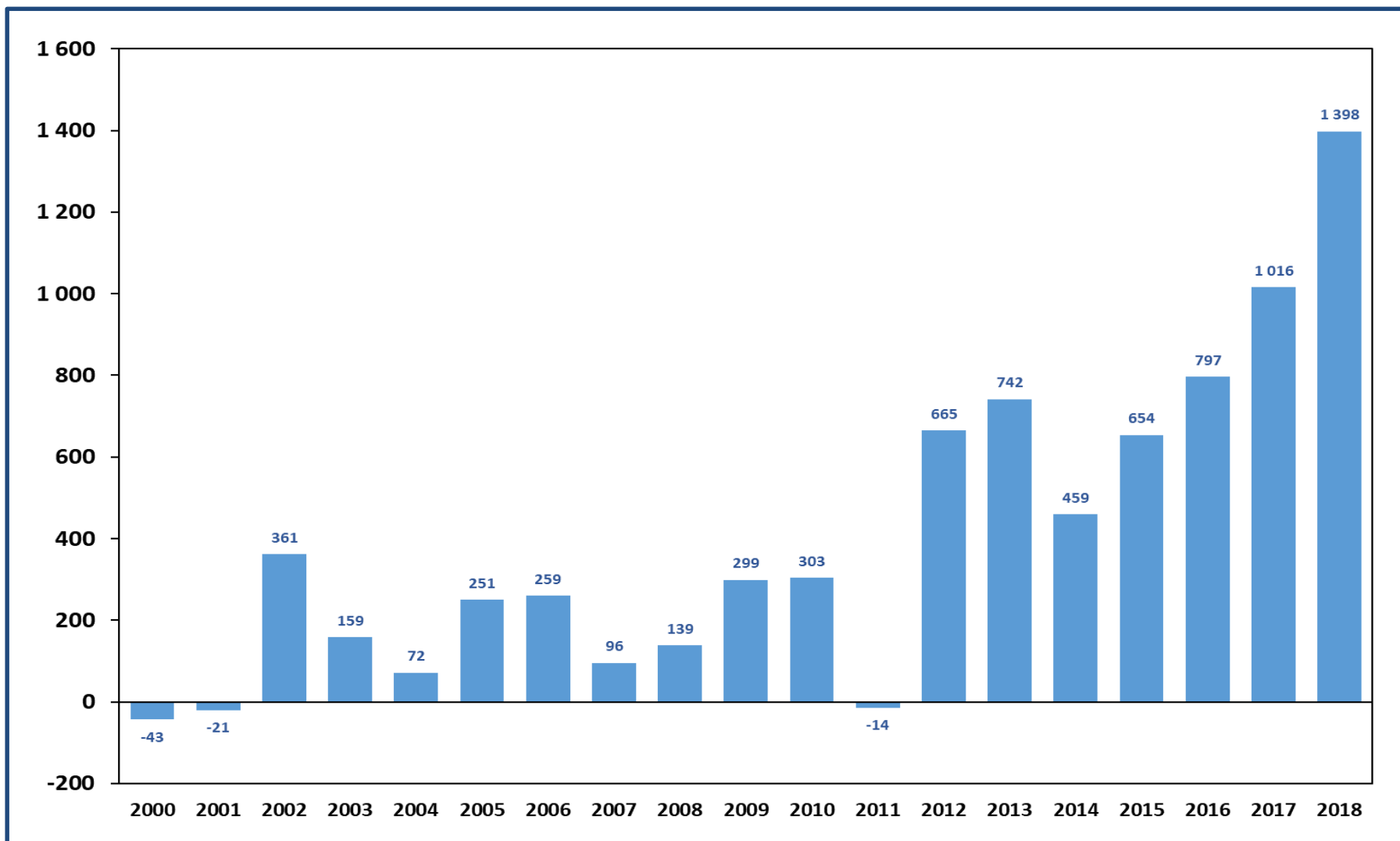
L'accord UE / Canada (CETA) : régimes de libéralisation applicables à plusieurs filières agricoles

Produits	Régime post-CETA	
	À l'entrée de l'UE	À l'entrée du Canada
Viande bovine	Suppression des droits de douane dans les limites d'un contingent	Suppression des droits de douane
Viande porcine	Suppression des droits de douane dans les limites d'un contingent	Suppression des droits de douane
Volaille	Exclu de la libéralisation	Exclu de la libéralisation
Sucre	Suppression des droits de douane	Suppression des droits de douane ⁶
Produits sucrés	Suppression des droits de douane, limitée à un contingent pour certains produits	Suppression des droits de douane seulement pour certains produits
Éthanol	Suppression des droits de douane	Suppression des droits de douane

CGAER

Le solde agroalimentaire de l'UE avec le Canada

(Millions d'euros courants, entre 2000 et 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

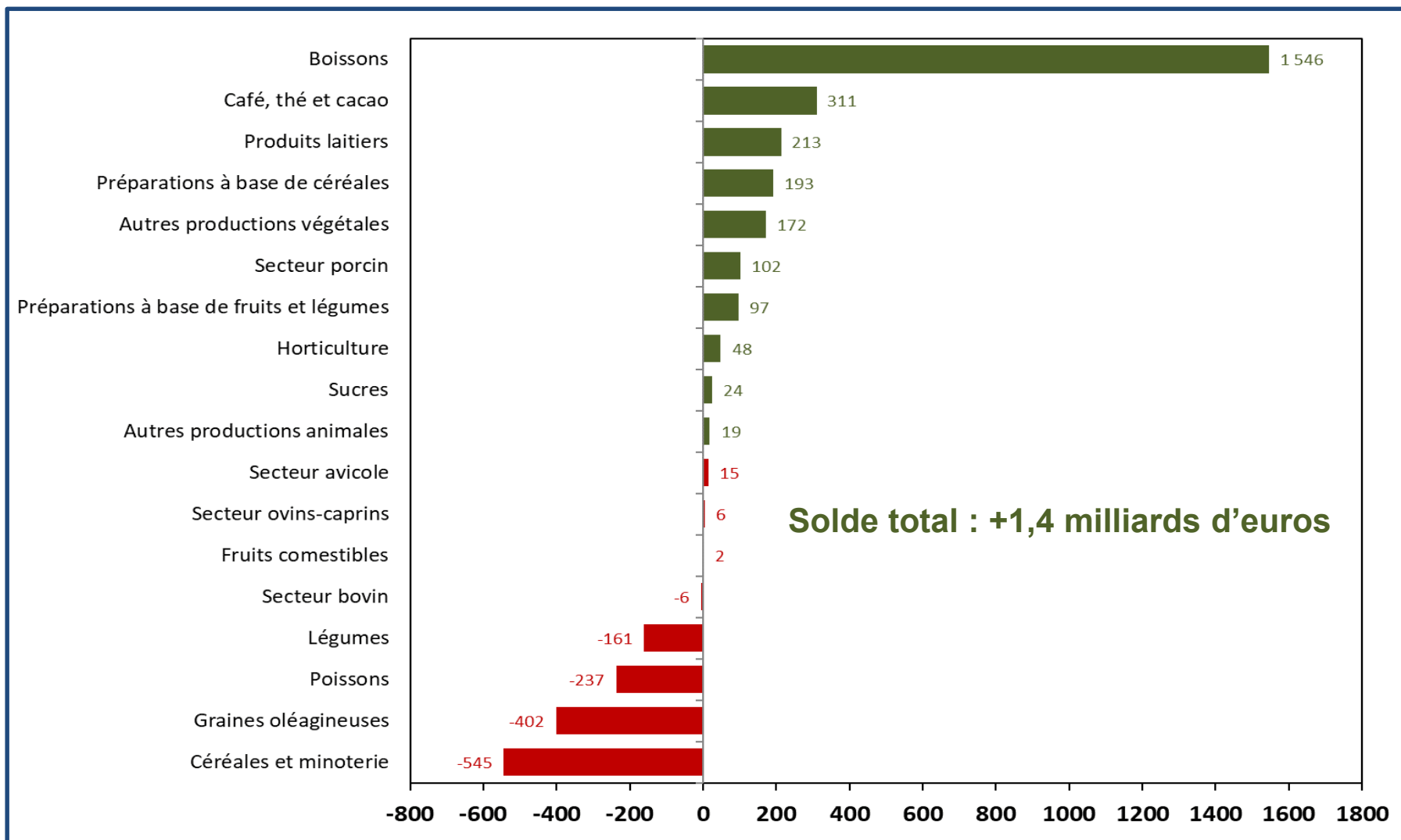


Toulouse, 24 janvier 2020

V. Chatellier (INRA, SMART-LERECO, Nantes)

Le solde agroalimentaire de l'UE avec le Canada

(Millions d'euros en 2018)



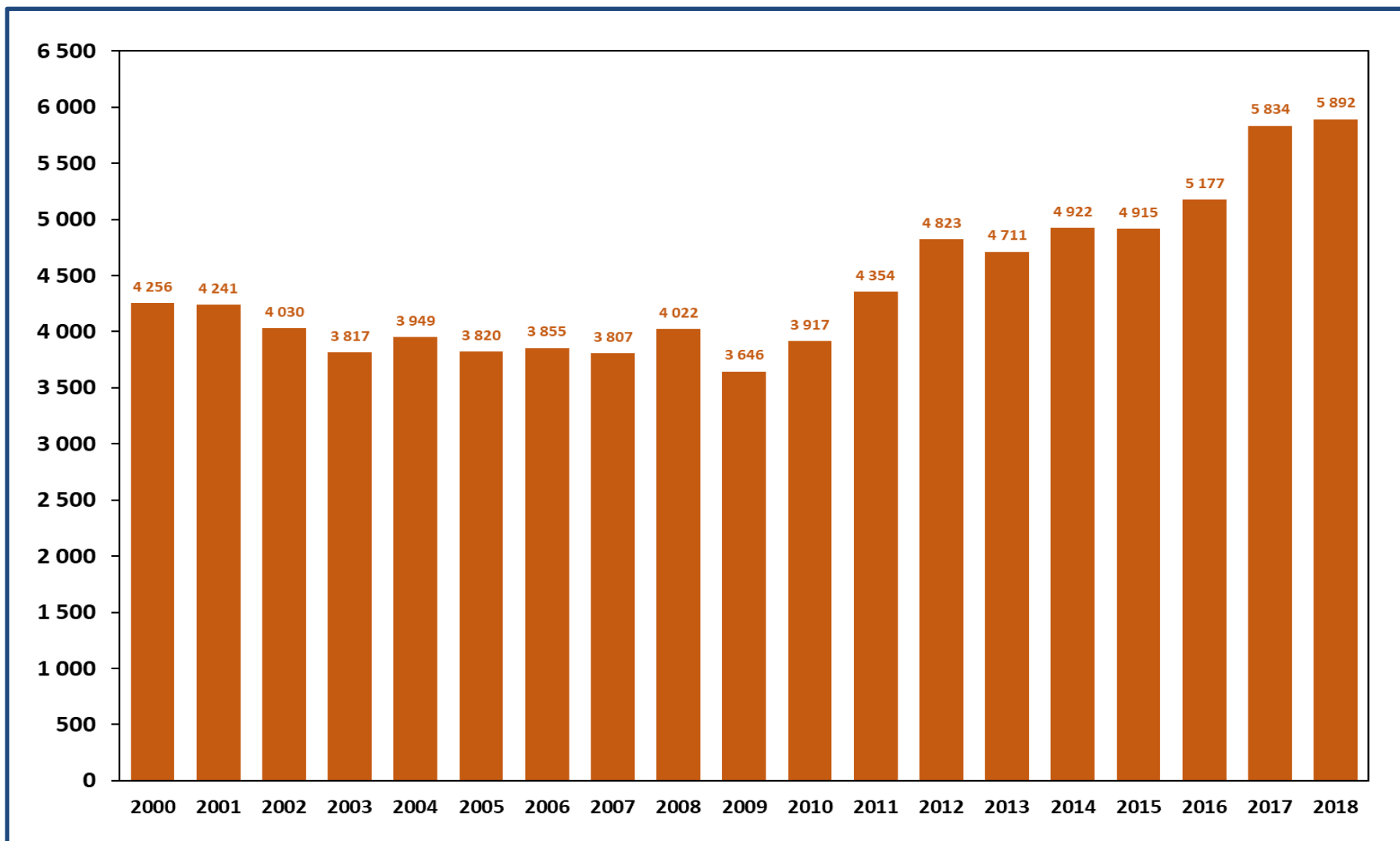
INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

L'accord UE / Japon

- ❑ **Le JEFTA (Japan-EU Free Trade Agreement) est entré en vigueur le 1^{er} février 2019.** Ce traité donne naissance à la plus grande zone de libre-échange au monde (630 millions d'habitants et un tiers du PIB mondial).
- ❑ A partir du 1^{er} février 2019, **90% des produits européens exportés vers le Japon sont exemptés de droit de douane.** Pour les autres, l'élimination se fera de manière progressive.
- ❑ **La suppression des droits de douane concerne 85% des produits agricoles exportés.** Les sociétés européennes subissaient jusqu'à présent de droits élevés (15% pour le vin, 38% pour la viande bovine et 30% pour le fromage). Le riz est en revanche exclu de l'accord.
- ❑ **Tokyo s'engage à reconnaître plus de 200 indications géographiques,** comme le Roquefort, le Comté, le Champagne, ou le jambon de Bayonne, qui bénéficient désormais du même niveau de protection qu'en Europe.

Le solde agroalimentaire de l'UE avec le Japon

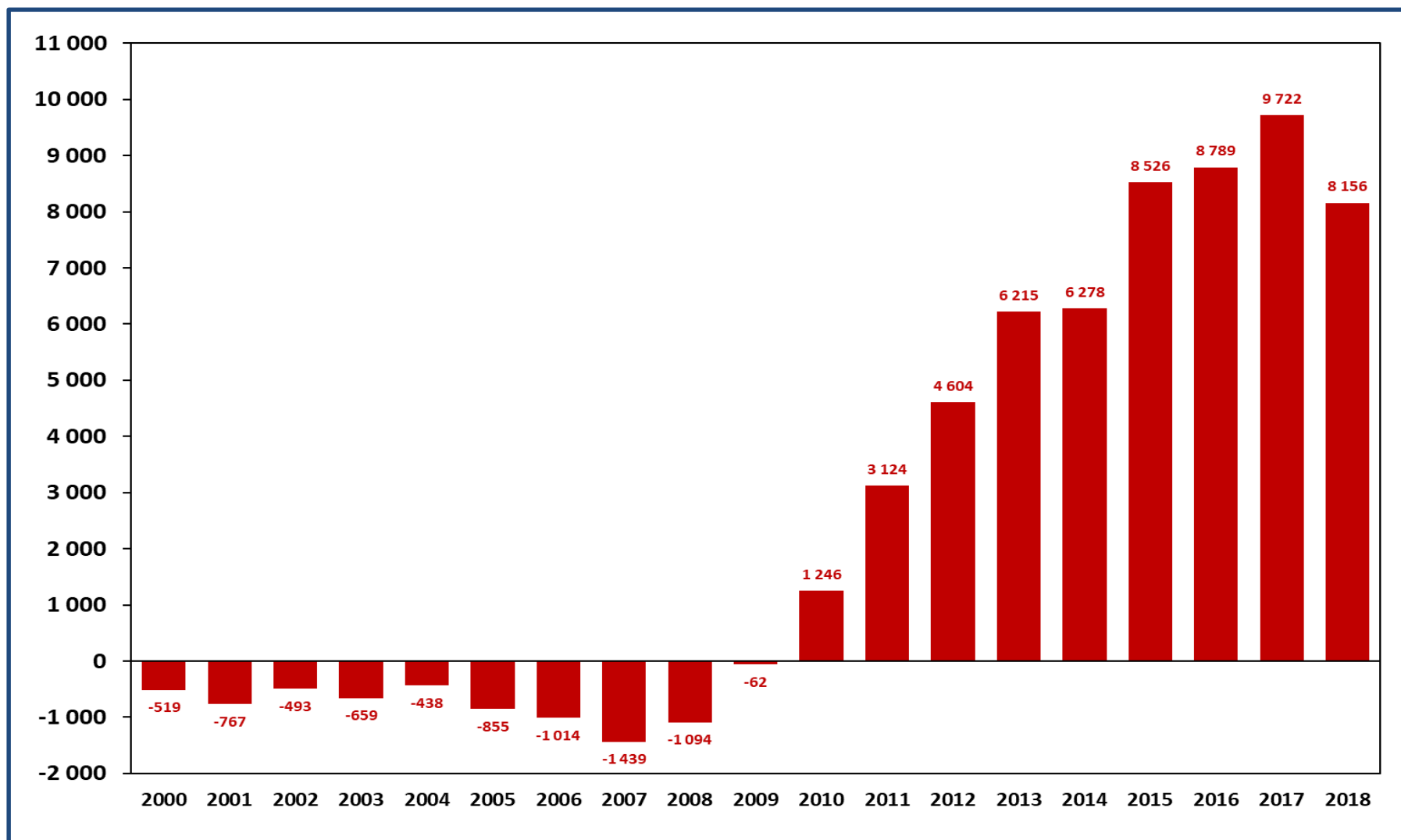
(Millions d'euros courants, entre 2000 et 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE avec la Chine

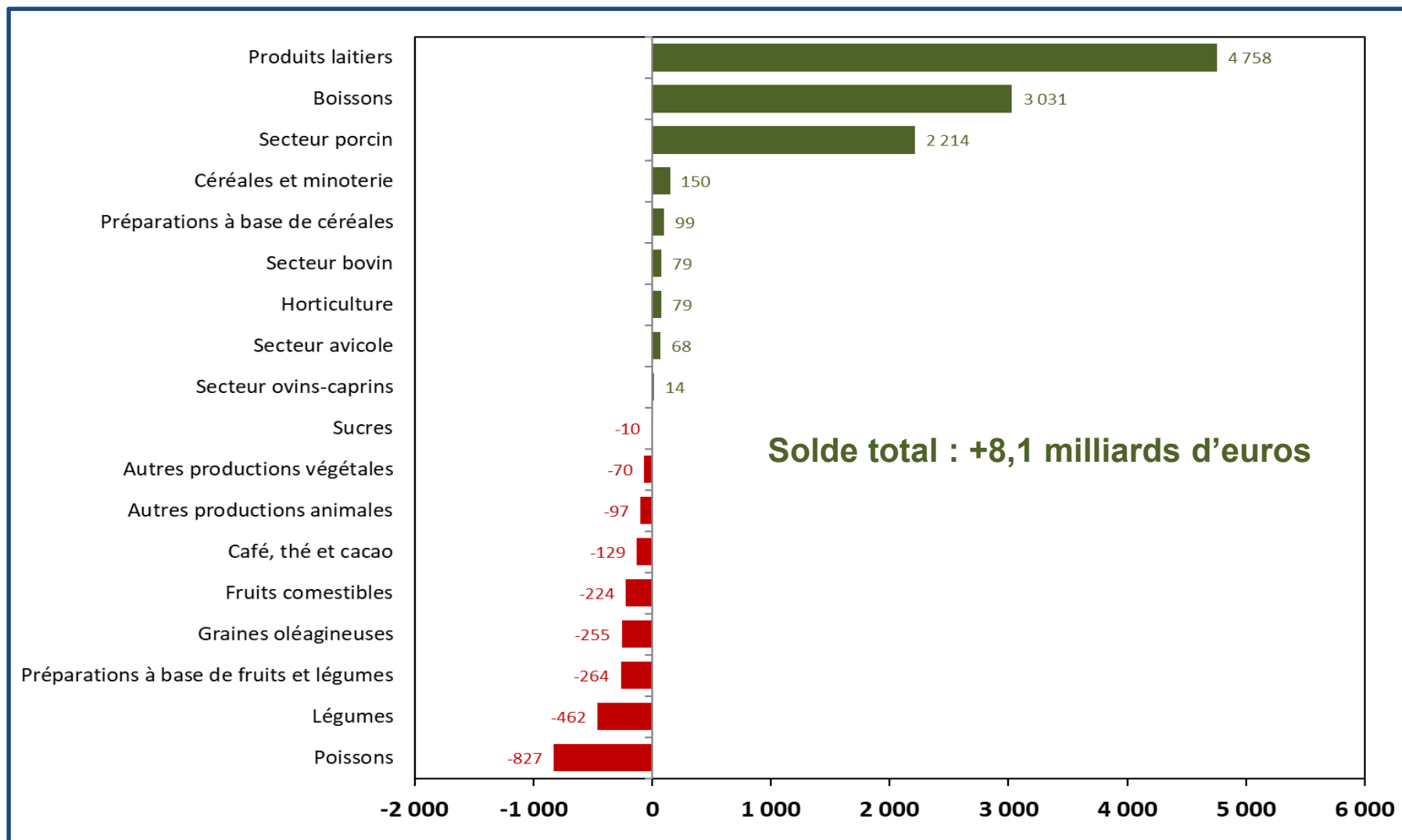
(Millions d'euros courants entre 2000 et 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Le solde agroalimentaire de l'UE avec la Chine

(Millions d'euros en 2018)



INRA, SMART-LERECO d'après COMEXT

Conclusion : quelques réflexions plus globales



Conclusion

- ❑ Une très forte diversité de modèles agricoles...et de normes (publiques/privées)
- ❑ Un enlisement du multilatéralisme au profit des accords bilatéraux
- ❑ Une guerre commerciale renforcée entre les Etats-Unis et la Chine
- ❑ Une internationalisation croissante des firmes (contrôle difficile des Etats)
- ❑ Un rôle accru des barrières non tarifaires et des crises sanitaires
- ❑ Une relation complexe entre commerce, environnement et climat
- ❑ Une rentabilité variable des investissements en raison de la volatilité des prix

Merci de votre attention !

